

DP

# DOMAINE PUBLIC

**Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse**

Un point de vue de gauche, réformiste et indépendant

*En continu, avec liens et commentaires, sur [domainepublic.ch](http://domainepublic.ch)*

DP2124

Edition du  
06 juin 2016

DANS CE NUMÉRO

---

**Tunnels ferroviaires: le Lötschberg, une erreur?** (Lucien Erard)

En marge de l'inauguration du tunnel de base du Gothard, un rappel historique

**Pas de vraie sécurité alimentaire sans développement durable** (Jean-Daniel Delley)

L'initiative populaire de l'Union suisse des paysans approuvée par la droite au Conseil national

**La formation duale, nouvel Eldorado suisse** (Jacques Guyaz)

*Le mirage des longues études*, un stimulant livre de Rudolf Strahm

**«Le Courier» dérape sur la liberté de la presse** (Jean-Daniel Delley)

L'ultimatum de la CGT prenant en otage les quotidiens français est intolérable

**Bilatérales et perspectives d'adhésion** (Invitée: Gret Haller)

Un [éditorial](#) du site de l'Association suisse de politique étrangère

**«Dis-moi ce que tu as lu. Je te dirai ce que tu es devenu»** (Pierre Jeanneret)

*Ouvrir un livre, ouvrir une histoire. Vingt ans d'édition*, Neuchâtel, Editions Alphil, 2016, 169 pages

# Tunnels ferroviaires: le Lötschberg, une erreur?

En marge de l'inauguration du tunnel de base du Gothard, un rappel historique

Lucien Erard - 01 juin 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29400>

Au début des années 80, l'accroissement du trafic de marchandises nord-sud a incité le Conseil fédéral à chercher une alternative à l'afflux de poids lourds à travers les Alpes.

On lui présenta cinq variantes de tunnels ferroviaires et il décida de faire procéder à une étude plus approfondie pour deux d'entre elles: [le Lötschberg et le Gothard](#).

Le rapport montrait que la distance de Bâle à la frontière italienne était la même pour les deux parcours. Mais la capacité du Lötschberg était, assez curieusement, inférieure à celle du Gothard. La proposition soumise au Conseil fédéral penchait clairement en faveur du Gothard des CFF plutôt que pour le Lötschberg du BLS, décentré et n'intéressant qu'un bassin de population bien moindre.

L'affaire semblait réglée quand le dossier parvint au département des affaires étrangères, sensible à l'urgence d'une solution face aux pressions de nos voisins pour libéraliser le transit des poids lourds et surtout en faveur de l'ouverture aux camions de 40 tonnes, devenus la norme en Europe.

Or le tunnel du Lötschberg, beaucoup plus court puisque complété par le Simplon, pouvait être terminé nettement plus vite, comme les faits l'ont confirmé par la suite. Il était surtout bien meilleur marché. Il sembla aussi curieux que deux tunnels identiques n'aient pas la même capacité. Ce problème venait en réalité d'un court tronçon de la ligne d'accès au tunnel qu'occupaient les trains d'Interlaken, section qu'il aurait été facile de dédoubler.

Il y avait donc de bonnes raisons pour choisir alors la variante Lötschberg-Simplon, permettant de faire transiter autant de marchandises et de camions que le Gothard et ceci plus rapidement et à meilleur compte. Cela n'excluait pas que la Suisse s'intègre ultérieurement au réseau grande vitesse qui s'ébauchait alors en Europe, mais qui aurait exigé de nouvelles lignes d'accès sur le Plateau suisse et, pourquoi pas, un tunnel au Gothard, cofinancé par l'Europe.

Le Conseil fédéral s'est montré sensible aux atouts de la variante Lötschberg-Simplon, puisqu'il l'a retenue. Mais il a en même temps décidé de creuser également le Gothard. Est-ce l'imaginaire de notre

pays, voire une véritable mythologie, qui impose qu'on puisse construire un tunnel n'importe où dans les Alpes à condition que ce soit au Gothard?

Que s'est-il passé ce jour-là pour que l'on choisisse à la fois la variante la plus onéreuse, chiffrée à 12,4 milliards de francs, mais aussi l'autre variante dont le principal atout était son coût, largement inférieur, de 5,3 milliards seulement?

La suite de l'histoire, on la connaît: Otto Stich, préoccupé par l'avenir des finances fédérales, s'est battu pour limiter les dégâts. Dès l'instant où la Suisse s'offrait le tunnel le plus cher, elle aurait pu au moins se passer du Lötschberg dont ne profitaient que les Bernois et les Valaisans du Haut, âprement défendus - avec succès - par Adolf Ogi, attaché à son Kandersteg natal.

Il a donc fallu économiser ailleurs, en particulier sur les lignes d'accès. Actuellement, la Suisse peine encore à soutenir financièrement le transfert des marchandises de la route au rail, alors que cette opération constituait la primordiale finalité d'un investissement faramineux, à la mesure du symbolique [Gothard](#).

# Pas de vraie sécurité alimentaire sans développement durable

L'initiative populaire de l'Union suisse des paysans approuvée par la droite au Conseil national

Jean-Daniel Delley - 03 juin 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29417>

Lors de la session de printemps, le Conseil national a débattu six heures durant de l'initiative de l'Union suisse des paysans (USP) [«Pour la sécurité alimentaire»](#). Un débat qui a largement occulté une question centrale: l'agriculture suisse telle que pratiquée actuellement est-elle durable?

Rappelons tout d'abord le contexte.

La [Politique agricole 2014-2017](#), approuvée par le Parlement au printemps 2013, représente un pas vers une agriculture un peu moins productiviste. En particulier la suppression de la contribution par tête de bétail et l'introduction du critère de la surface herbagère disponible visent à freiner l'élevage hors sol à base de fourrages importés ([DP 2015](#)).

Craignant l'échec, l'USP a renoncé à lancer un référendum. Son initiative populaire constitue en quelque sorte un exercice de rattrapage visant à rassurer le monde agricole - son organisation faitière est toujours à la pointe du combat - et à occuper un terrain que lui contestent à coups d'initiatives [les Verts](#) et les [associations paysannes dissidentes](#).

Le texte de l'USP se limite à des généralités - renforcer l'approvisionnement en

denrées indigènes, lutter contre la diminution des terres cultivées notamment. Des revendications déjà prises en compte par la législation en vigueur.

Au cours du [débat](#) au Conseil national, les partisans de l'initiative, pressés de préciser les mesures propres à concrétiser ce texte, ont été incapables de répondre, se contentant de justifier leur demande par des formules creuses telles que *«rendre leur fierté aux paysans»* ou bien *«ouvrir des perspectives aux jeunes»*.

Curieusement, les représentants de l'UDC se sont montrés très soucieux de la diminution constante des surfaces cultivées, eux qui ont combattu avec force la dernière révision de la loi sur l'aménagement du territoire alors qu'elle vise précisément une protection renforcée de la zone agricole. Les mêmes ont insisté sur le nécessaire accroissement de la production indigène, par définition de meilleure qualité que les produits importés et, à leurs yeux, condition essentielle de notre souveraineté.

Dans sa [dernière édition](#), *pro natura magazine* publie un dossier consacré aux *«grandes dépendances de l'agriculture conventionnelle»*. Les paysans suisses sont toujours plus

dépendants de moyens auxiliaires importés: pesticides, engrais de synthèse, fourrages concentrés, machines, carburant. Tel est le prix d'une agriculture qui prétend se libérer des conditions naturelles de notre pays.

Notre cheptel bovin, trop nombreux, ne peut se nourrir de la seule herbe locale. Engraissé aux concentrés importés, il produit des quantités de lait que le marché ne peut absorber à un prix couvrant les coûts. On est bien loin de la souveraineté prônée par nos nationalistes-conservateurs. Et surtout très loin d'une agriculture durable productrice d'aliments sains.

Le modèle industriel prôné par l'USP implique une consommation énergétique élevée, provoque la contamination des sols et des eaux, la pollution de l'air ainsi que la réduction de la biodiversité. Les pesticides et les engrais répandus en quantité, tout comme les antibiotiques administrés aux animaux, se retrouvent dans nos aliments. Le Suisse [Hans-Rudolf Herren](#), expert mondialement reconnu de la production agricole, ne mâche pas ses mots: *«Tout le système ne vise qu'à servir les intérêts des multinationales de l'agrochimie.»*

Le débat au Conseil national a

soigneusement évité d'aborder ces questions. Et l'USP persiste à prôner une politique qui condamne à terme une

agriculture durable, alors que cette dernière préserve les sols et respecte les équilibres naturels.

Et il s'est trouvé une majorité de députés (UDC, PDC et une partie des libéraux-radicaux) pour soutenir cette initiative.

## La formation duale, nouvel Eldorado suisse

*Le mirage des longues études*, un stimulant livre de Rudolf Strahm

Jacques Guyaz - 05 juin 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29427>

Pendant longtemps, la banque helvétique formait un voile qui cachait la réalité de la Suisse aux yeux de l'étranger. La presse des autres nations considérait notre prospérité exclusivement à l'aune de nos entreprises financières, comme si nous étions une sorte de Jersey ou de Bahamas échouées au cœur du continent.

La fin du secret bancaire a déchiré ce voile, aussitôt remplacé par un autre lieu commun, certes beaucoup plus agréable à entendre: nous sommes un pays riche grâce à l'apprentissage, à la formation duale, ce mélange de l'acquisition de savoir-faire dans l'entreprise et de connaissances à l'école.

Dans son dernier livre, [Le mirage des longues études](#), Rudolf Strahm défend cette thèse avec vigueur. Il constate que les pays d'Europe à faible taux de chômage des jeunes valorisent l'apprentissage et connaissent des systèmes plus ou moins développés de formation duale. C'est le cas du bloc germanique formé de la

Suisse, de l'Autriche et de l'Allemagne - Strahm insiste sur cette unité des pays de culture allemande - ainsi que des Pays-Bas et du Danemark.

Partout ailleurs la formation professionnelle s'effectue dans des écoles à plein temps. C'est ainsi que la Finlande, régulièrement en tête des enquêtes Pisa pour la qualité de son enseignement secondaire, connaît un taux élevé de chômage des jeunes et n'a pas de formation duale. Rudolf Strahm souligne que le taux de chômage croît en Suisse du Bodan au Léman, tout comme le taux d'universitaires. Genève, canton le plus rétif à l'apprentissage, est aussi celui où le chômage est le plus élevé.

Le rôle très positif de l'apprentissage en Suisse est une évidence que Rudolf Strahm développe brillamment. Il vaut mieux avoir des professionnels bien formés qui travaillent que des titulaires de diplômes universitaires, chômeurs aux débouchés incertains comme dans certains pays voisins. Aux yeux de

Strahm, la France avec son chômage de masse et ses universités surpeuplées est un contre-exemple absolu.

Mais avant de remplacer l'évangile du secret bancaire par celui de la formation duale, il vaut la peine d'y regarder de plus près.

Et d'abord ne pas confondre corrélation et relation de cause à effet. Si l'apprentissage est très développé en Suisse orientale, c'est aussi en raison d'un tissu ancien de PME industrielles très performantes qui ont un besoin important de techniciens qualifiés. Si les études universitaires sont plus développées en Suisse romande, la présence d'un environnement économique orienté vers les services, les sièges d'entreprises et la recherche y est pour beaucoup. D'ailleurs Bâle-Ville et Zurich ne forment proportionnellement pas davantage d'apprentis que les cantons romands, comme le montrent les chiffres cités par Strahm lui-même.

Le long de l'Arc jurassien, les

entreprises horlogères emploient beaucoup de frontaliers et d'horlogers français. Ceux-ci sont formés dans leur pays au sein de lycées professionnels et nous n'avons jamais lu que la qualité de leur travail était inférieure à celle des horlogers formés dans un environnement dual en Suisse.

L'auteur considère que la culture de l'innovation dans les entreprises helvètes est largement due au savoir-faire des professionnels issus de l'apprentissage. On pourrait aussi soutenir que les entreprises suisses sont parmi celles qui recrutent le plus de

cadres et de chercheurs à l'étranger et que la culture cosmopolite qui en résulte est aussi un facteur majeur de réussite.

Par contre, Strahm a raison de mettre en évidence le rôle fondamental pour l'économie suisse de la formation dite «*tertiaire B*». Le tertiaire A regroupe les diplômes universitaires et ceux des HES, soit 28'500 personnes en 2012. Le tertiaire B, lui, comprend tous les diplômés des écoles techniques post-apprentissage ou des examens fédéraux de brevet et de maîtrise, soit 27'000 titulaires en 2012. Le diplôme d'expert-comptable

entre dans cette catégorie. En comparaison internationale, ces titres sont dans une zone grise, n'apparaissent nulle part, alors que le diplôme d'expert-comptable, pour ne prendre qu'un exemple cité par Rudolf Strahm, est ailleurs un titre universitaire, quasiment l'équivalent d'un doctorat (Ph.D.), dans d'autres systèmes d'enseignement.

Cet ouvrage passionnant a le mérite de mettre l'accent sur un des points (très) forts du système de formation suisse. Mais évitons de considérer que notre système d'apprentissage est le seul responsable de notre très bon niveau de vie.

## «Le Courrier» dérape sur la liberté de la presse

L'ultimatum de la CGT prenant en otage les quotidiens français est intolérable

Jean-Daniel Delley - 04 juin 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29423>

Le quotidien *Le Courrier* se réclame de la presse alternative. A juste titre puisqu'il s'efforce d'aborder des actualités que ses confrères négligent parfois. «*L'essentiel, autrement*», ainsi formule-t-il sa carte de visite.

Son [éditorial](#) du 31 mai dernier interprète cet «*autrement*» de manière bien peu compatible avec la liberté de la presse et l'éthique journalistique. Commentant la situation politique et sociale en France, Benito Perez qualifie de «*maladroite*» la grève dans les imprimeries des journaux

«*ayant boycotté une tribune syndicale*».

Rétablissons les faits. Le 26 mai dernier, les quotidiens nationaux français n'ont pas paru. Une grève des imprimeurs a en effet sanctionné leur refus d'une exigence du syndicat du livre: reproduire intégralement, sous forme de [tribune](#), un texte du secrétaire général de la CGT. Seule *L'Humanité*, qui l'a publié, échappe au boycott.

Simple maladresse? Non, une action scandaleuse, déjà conduite en 2010 à l'occasion

du projet de réforme des retraites du gouvernement Fillion. Une action condamnée par l'ensemble des quotidiens, de gauche comme de droite, car elle met en cause la liberté de la presse. Et qui montre que la CGT n'a pas encore soldé son passé stalinien.

Boycott d'une tribune syndicale? Rien de tel puisque le refus de publier, telle une *Feuille d'avis officielle*, une communication des partis et des syndicats est une pratique constante de tous les éditeurs - et d'autant plus sous la menace.

Qualifier de maladresse un acte de chantage caractérisé, c'est faire bien peu de cas de la liberté de la presse et du droit des lecteurs à l'information.

Faire porter le chapeau aux éditeurs - le chantage de la CGT devient le boycott d'une tribune syndicale -, c'est délibérément manipuler les faits.

«*L'essentiel, autrement*», certes, mais dans le respect des principes qui fondent une presse libre.

## Bilatérales et perspectives d'adhésion

Un [éditorial](#) du site de l'Association suisse de politique étrangère

Invitée: Gret Haller - 26 mai 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29390>

Une confusion règne en Suisse, presque comme en 1992 après le non à l'EEE. L'importance même d'une perspective d'adhésion à l'UE n'est pas comprise dans le contexte d'un maintien des accords bilatéraux.

A ce propos, l'environnement de l'époque est intéressant. Ensemble avec six autres Etats, la Suisse formait l'[AELE](#), à laquelle elle appartient toujours. A la suite de l'accord des douze Etats membres de la Communauté européenne sur le marché intérieur, la Commission des CE chercha des moyens pouvant également intégrer les Etats de l'AELE.

Il en résulta l'Espace économique européen, auquel les six autres Etats de l'AELE se rattachèrent. Cette adhésion semble toutefois avoir été perçue comme une situation de transition de leur part. Quatre Etats de l'AELE déposèrent leur demande d'adhésion à la Communauté entre 1989 et 1992. Cela mena le Conseil fédéral à en faire de même.

Pour la Finlande, la Suède et l'Autriche, la participation à l'EEE fut effective pendant une année, soit du 1er janvier au 31 décembre 1994, puis ces trois pays rejoignirent l'Union européenne.

Pour la Suisse, les suites du non à l'EEE furent une prouesse diplomatique. Elle conclut de nombreux accords bilatéraux avec l'Union européenne, qui lui ouvrirent aussi l'accès au marché intérieur. Cela fut uniquement possible après que la Suisse eut déposé sa demande de négociation d'adhésion et parce que celle-ci était existante. Cette demande prit pour ainsi dire la place de la perspective d'adhésion que les autres membres de l'AELE avaient signifiée par leur entrée dans l'EEE. Le non à l'adhésion à l'UE de la Norvège en 1994 et de l'Islande en 2015 ne changea rien à cela. L'EEE reste une situation de transition à long terme menant à l'adhésion.

En Suisse, dans l'ombre de la

demande d'adhésion, les traités bilatéraux négociés rencontrèrent l'approbation lors de différentes votations populaires. La demande d'adhésion était considérée comme «*gelée*», mais elle se trouvait encore à Bruxelles. Les vaines tentatives cherchant à pousser le Conseil fédéral au retrait de la demande depuis le début des années 2000 ne passèrent pas inaperçues aux yeux de l'UE. Mais c'est seulement en février 2014 que le vent a tourné avec l'acceptation de l'initiative populaire sur l'immigration de masse, dont l'objectif ouvertement déclaré récemment était d'obliger le Conseil fédéral à dénoncer l'accord sur la libre circulation.

L'UE est un partenaire contractuel prévisible et fiable. En 2012 déjà, elle avait exprimé son intention à l'égard de la Suisse d'entrer en matière sur d'autres accords uniquement si le cadre juridique global était assuré sur le plan institutionnel. Après février 2014, cette exigence a

été formulée encore plus clairement. Cela est compréhensible, car l'UE ne peut aujourd'hui plus être certaine de la même fiabilité de la Suisse en tant que partenaire, comme cela était encore le cas au début de la voie bilatérale.

Avec le statut de membre de l'EEE, il est possible de se permettre un certain nombre de choses, y compris un refus de l'adhésion comme l'ont fait la Norvège et l'Islande. Le lien représenté par l'EEE est suffisant du point de vue de l'UE comme base d'appartenance à la

communauté de droit européenne. Si l'on veut rester en dehors de l'EEE, ce pour quoi il existe de bonnes raisons aujourd'hui, il est nécessaire de donner d'autres formes d'expression de cette appartenance. Par exemple, le maintien de la perspective d'adhésion comme objectif à long terme. Pour la sauvegarde des bilatérales, ce positionnement permet les meilleures conditions cadres. A voir maintenant si la «*chambre de réflexion*», comme est parfois défini le Conseil des Etats, reconsidérera la décision du Conseil national relative au

retrait formel de la demande d'adhésion.

Sans perspective d'adhésion à long terme et en dehors de l'EEE, la Suisse tend vers un statut de simple Etat tiers à l'UE, comme le Canada ou le Japon.

Le percement du Gothard que l'on fêtera en juin prochain est une prouesse; techniquement, financièrement et politiquement remarquable. Mais elle ne suffira pas à elle seule à témoigner de l'appartenance à la communauté de droit européenne.

## «Dis-moi ce que tu as lu. Je te dirai ce que tu es devenu»

*Ouvrir un livre, ouvrir une histoire. Vingt ans d'édition, Neuchâtel, Editions Alphil, 2016, 169 pages*

Pierre Jeanneret - 24 mai 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29382>

Cette formule en exergue définit assez bien l'esprit de l'[ouvrage](#) que les dynamiques éditions neuchâteloises Alphil publient à l'occasion de leur 20e anniversaire. Elles ont en effet demandé à 20 de leurs auteures et auteurs de parler d'un livre qui les a marqués.

Plutôt que résumer chacune de ces contributions, ce qui serait fastidieux, tentons d'en tirer quelques lignes de force.

Pour Ariane Brunko-Méautis comme pour Benoîte Crevoisier, des livres les ont fortifiées dans la prise de conscience de leur valeur de

femmes. La première a tissé avec Simone de Beauvoir des liens qui l'ont accompagnée toute sa vie. C'est elle qui a transcrit les nombreuses lettres du soldat Jean Muller (tué en 1956), racontant les horreurs commises par l'armée française en Algérie, publiées par *Témoignage chrétien* puis reprises par Beauvoir dans *La Force des choses*. Elle se retrouvera aussi, plus tard, dans l'écrivaine parisienne qui définit ainsi la vieillesse: «*Vieillir, c'est se définir et se réduire. [...] Oui, le moment est arrivé de dire: jamais plus! Ce n'est pas moi qui me détache de mes anciens bonheurs, ce*

*sont eux qui se détachent de moi.*» A travers *La Femme celte* de Jean Markale, Benoîte Crevoisier a «*su que nous autres femmes, depuis la nuit des temps, étions un élément hautement civilisatoire. Jean Markale m'a rendu jadis ma fierté, la mesure de ma valeur et de ma dignité.*»

On notera la forte influence, chez plusieurs auteurs et notamment chez les historiens, des romans historiques lus pendant l'enfance et l'adolescence: ceux d'Alexandre Dumas, Théophile Gautier, Alfred de Vigny, Erckmann-Chatrion, Walter

Scott ou encore Fenimore Cooper. Comme le dit Chantal Lafontant Vallotton: «*C'est à travers ces romans historiques qu'est née pour une bonne part ma passion pour l'histoire.*»

Elle souligne aussi la dimension sociale de la lecture: «*Le plaisir de la lecture, c'est aussi le plaisir du partage. C'est de discuter du livre aimé avec ses proches, ses amis et ses amis; c'est partager ses sentiments et ses émotions: c'est apprendre à découvrir les autres, mais aussi à se découvrir soi-même.*»

Hans-Ulrich Jost, lui, témoigne comme d'autres de sa difficulté à choisir entre œuvres littéraires, ouvrages scientifiques et textes qui ont fortement contribué à forger ses méthodes de chercheur, à l'exemple des ouvrages de Jürgen Habermas. Marc Perrenoud opère la distinction entre les livres que l'on a aimés et ceux qui ont été utiles à notre prise de conscience intellectuelle. Parmi ces derniers, il évoque la *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, parue en 1983, qui renouvelait l'historiographie helvétique et remettait en question bien des certitudes, concernant notamment l'attitude de notre pays pendant la deuxième guerre mondiale. En passant, Perrenoud souligne le risque que comporte le «*online über alles*»: «*C'est le règne du bref, du provisoire, de l'immédiat qui menace les sociétés humaines. Les livres apportent la*

*complexité, la profondeur, la longue durée. Ils constituent des références et des repères. Ils sont d'autant plus indispensables à l'époque actuelle qui semble désorientée et chaotique.*»

Disciple du grand médiéviste Jacques Le Goff, Christophe Mauron considère «*l'histoire comme invitation à l'action*». Son maître est entré dans la Résistance. «*En intellectuel engagé, il nous encourage ainsi à devenir acteurs de notre propre histoire.*» Pour Olivier Meuwly, le roman 1984 de George Orwell, une «*plongée dans les entrailles du totalitarisme*», nous montre que «*toute idée politique peut basculer dans l'horreur si l'on n'y prend garde*». La lecture des *Procès de Moscou* de Pierre Broué a protégé Jean-Daniel Morerod du communisme et du fascisme.

Deux auteurs - Denis Petitjean et Isabelle Raboud-Schüle - ont gardé en mémoire des livres lus dans l'enfance et mettant tous deux en scène la vie difficile d'enfants pauvres. *Jean des Sonnaillies* a mis la seconde en relation avec les objets, a «*stimulé une envie de comprendre ce qui fait la vie des gens, ailleurs ou ici*» et probablement déterminé sa vocation d'ethnologue, aujourd'hui responsable du Musée gruérien à Bulle.

Le livre peut aussi être une invitation au voyage. Ainsi, *Terre des hommes* de Saint-Exupéry a amené le journaliste

José Ribeaud à partir en 1957 enseigner dans le «*département des oasis*», qui faisait alors partie de l'Algérie française. Pour Patrick Vallélian, un livre comme *L'Usage du monde* de Nicolas Bouvier, «*ça me donne des envies de prendre l'air. De partir au large. De voyager*». Il en est allé de même pour François Walter il y a quelque 50 ans, sur une terre alors ouverte aux routards. Parcourant l'Europe centrale puis retrouvant celle-ci dans le roman *Le Pont sur la Drina* d'Ivo Andric, il a compris l'importance des paysages, qui ont orienté tout un pan de sa vie de chercheur.

En conclusion, Alain Cortat évoque vingt livres dont la publication a marqué les Editions Alphil (appellation née de son prénom et de celui de Philippe Erard, le cofondateur). C'est un témoignage intéressant sur les difficultés rencontrées par un jeune éditeur, sur les phases du développement de son entreprise, sur sa ligne éditoriale: d'une part des ouvrages destinés aux chercheurs universitaires, et d'autre part des récits de vie, souvent liés au fascisme et au nazisme, touchant un plus large public.

Pour terminer, reprenons ces mots d'Umberto Eco: «*Celui qui ne lit pas, arrivé à 70 ans, n'aura vécu qu'une vie: la sienne; celui qui lit en aura vécu au moins cinq mille.*»



Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](http://domainepublic.ch) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

## Index des liens

### **Tunnels ferroviaires: le Lötschberg, une erreur?**

<https://www.alptransit-portal.ch/>

<http://www.gottardo2016.ch/>

### **Pas de vraie sécurité alimentaire sans développement durable**

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis447t.html>

<http://www.blw.admin.ch/themen/00005/00044/01178/?lang=fr>

<http://www.domainepublic.ch/articles/24705>

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis452t.html>

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis455.html>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin--ie-verhandlungen?SubjectId=36787>

[http://www.pronatura.ch/tl\\_files/dokumente\\_fr/7\\_service\\_fr/\\_pro\\_natura\\_magazine/2016/Pro\\_Natura\\_Magazine\\_3\\_2016\\_Les\\_grandes\\_dependances\\_de\\_l\\_agriculture\\_conventionnelle.pdf](http://www.pronatura.ch/tl_files/dokumente_fr/7_service_fr/_pro_natura_magazine/2016/Pro_Natura_Magazine_3_2016_Les_grandes_dependances_de_l_agriculture_conventionnelle.pdf)

[http://www.swissinfo.ch/fre/nobel-alternatif-%C3%A0-hans-rudolf-herren\\_il-a-sauv%C3%A9-des-millions-de-vies-avec-un-insecte/37451948](http://www.swissinfo.ch/fre/nobel-alternatif-%C3%A0-hans-rudolf-herren_il-a-sauv%C3%A9-des-millions-de-vies-avec-un-insecte/37451948)

### **La formation duale, nouvel Eldorado suisse**

<http://www.slatkine.com/fr/editions-slatkine/69465-book-07210730-9782832107300.html>

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Rudolf\\_Strahm](https://fr.wikipedia.org/wiki/Rudolf_Strahm)

### **«Le Courrier» dérape sur la liberté de la presse**

[http://www.lecourrier.ch/139535/a\\_la\\_limite\\_du\\_hors\\_jeu](http://www.lecourrier.ch/139535/a_la_limite_du_hors_jeu)

<http://www.lefigaro.fr/medias/2016/05/26/20004-20160526ARTFIG00085-les-quotidiens-nationaux-victimes-d-un-chantage-de-la-cgt.php>

### **Bilatérales et perspectives d'adhésion**

<http://www.efta.int/>

### **«Dis-moi ce que tu as lu. Je te dirai ce que tu es devenu»**

<http://www.alphil.com/index.php/ouvrir-un-livre-ouvrir-une-histoire.html>